

# Introduction par l'équipe de rédaction

---

Chers lecteurs,

Bienvenue dans « Points de vue sur la jeunesse », série Partenariat européen pour la jeunesse. Le conseil des éditeurs et l'équipe de rédaction sont heureux de vous présenter le second volume de cette nouvelle collection.

## **CONNEXIONS ET DÉCONNEXIONS**

Le premier volume de la série « Points de vue sur la jeunesse », lancé dans le cadre du Partenariat européen pour la jeunesse, s'intitulait, de façon quelque peu futuriste, *2020 – Quelles perspectives ?* À l'occasion de ce deuxième volume, et tout en demeurant orientés vers l'avenir, nous entendons également porter notre attention sur des questions et des problèmes plus actuels, regroupés sous l'intitulé « connexions et déconnexions ». Lors de notre appel à communications, nous avons suggéré comme thèmes possibles les migrations, la mobilité professionnelle, le mariage et les nouveaux rapports familiaux, l'internet et les nouveaux médias, les engagements sociaux et politiques des jeunes, les liens de ces derniers avec leur pays, l'Europe ou l'ailleurs et les relations transculturelles en général. Nous nous félicitons d'avoir reçu toute une série d'articles traitant pour l'essentiel de ces sujets et d'autres connexes.

Lors du choix de la thématique générale et de la sélection des articles en vue de leur publication, nous nous sommes intéressés aux bénéfices potentiels des nouvelles connexions possibles, mais aussi aux tensions et aux contradictions inhérentes à ces changements contemporains, qui interviennent dans les domaines sociaux, culturels, économiques et technologiques. D'une part, ces changements créent pour les jeunes des possibilités d'établir des liens selon des modalités inédites et positives avec d'autres jeunes, avec leurs familles et leurs communautés, de même qu'avec des institutions sociales liées aux systèmes d'enseignement et de formation, à l'emploi, à la politique et aux médias, et d'emprunter pour ce faire des voies qui incitent de plus en plus la jeunesse à franchir diverses frontières. Nous savons, d'autre part, que des changements de la sorte ne se mettent pas forcément en place en toute simplicité et qu'ils nécessitent une complémentarité mutuelle : les possibilités accrues de communication en ligne ne sont pas nécessairement accompagnées de possibilités améliorées de mobilité physique ; une forte augmentation de la participation à l'enseignement supérieur ne s'est pas traduite pour les jeunes par des perspectives d'emploi plus nombreuses et meilleures (c'est plutôt le contraire) ; les sociétés et les collectivités européennes sont de plus en plus diverses (les différentes cultures et religions, la diversification de la constitution des familles), et pourtant d'aucuns perçoivent ces évolutions moins comme une chance à saisir que comme une menace, ce qui entraîne le risque que naisse un sentiment de déconnexion croissant, en particulier au sein de certains groupes de jeunes.

Se pose alors une question apparentée, celle de savoir si les politiques conçues à la fois pour donner forme et répondre à la situation des jeunes et les pratiques qui tirent leur origine de ces politiques et se propagent dans toute la sphère des secteurs administratifs, économiques et professionnels (emploi, éducation et formation, justice, santé, migration, etc.) sont elles-mêmes adéquatement connectées les unes aux autres, ou déconnectées les unes des autres, à tous les niveaux, sur le plan local ou international.

S'agissant de ce dernier point, alors que le présent ouvrage était en cours d'achèvement, il était opportun que le Partenariat pour la jeunesse Commission européenne-Conseil de l'Europe accueille à Budapest une conférence ayant pour thème « Les jeunes à l'horizon 2020 – L'avenir de la politique de jeunesse », dont l'un des organisateurs était le **professeur Howard Williamson** qui est également membre de notre équipe de rédaction. L'attention à la dimension politique constituant une part importante de l'objectif général de cette série d'ouvrages, le présent volume s'ouvre sur une réflexion de Howard Williamson. Portant sur les débats qui ont animé cette conférence et leurs conclusions, cette contribution s'inscrit dans le contexte de la longue expérience de l'auteur en matière de politiques et de pratiques qui concernent les jeunes : « "Sniffin' Glue" – Tours d'horizon pour une politique de jeunesse en 2020 ». S'il est vrai que la conférence n'est pas liée, de manière explicite, à la thématique du présent ouvrage, il n'en demeure pas moins significatif que plusieurs des thèmes communs et des questions transversales envisagées par la conférence portent en effet sur la problématique des connexions/déconnexions, notamment des conséquences aliénantes du chômage des jeunes, de la nécessité d'une solidarité intergénérationnelle et interculturelle, du rôle des nouveaux médias sociaux et de l'importance de la coopération interorganisations ainsi que du partage des connaissances. La « colle » dont il est question dans le titre et le contenu de l'article renvoie de façon métaphorique aux problématiques sociales de connectivité et de cohésion.

**Abdeslam Badre**, qui a lui aussi participé à la même conférence, aborde les suites du Printemps arabe dans l'article « Les jeunes Arabes récolteront-ils dans un avenir proche la moisson du "printemps" ? » L'auteur relève que la déconnexion demeure le sentiment prédominant éprouvé par les jeunes Arabes. Bien que les jeunes aient été perçus comme une ressource importante lors du Printemps arabe et que leurs attentes aient été par conséquent très fortes, celles-ci n'ont pas été satisfaites. La progression du chômage des jeunes, des services sociaux inadéquats et la défiance vis-à-vis des institutions politiques sont endémiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'auteur fait observer que des conditions de vie convenables et satisfaisantes pour les jeunes Arabes sont essentielles à la stabilité politique et au développement économique dans l'avenir. La création d'emplois, non seulement en plus grand nombre, mais aussi de grande qualité, est un défi politique essentiel pour la région. L'auteur souligne également le rôle central des politiques et programmes sociaux de portée générale, fondés sur les droits, destinés à aider les jeunes à compter sur des moyens d'action essentiels durant ces années de transition. Assurer la participation des jeunes et des organisations de jeunesse aux institutions sociopolitiques et économiques ordinaires reste décisif.

L'article qui suit est également lié à la manifestation « Les jeunes à l'horizon 2020 », s'inspirant de l'une des communications faites dans le cadre de la conférence. Il

approfondit à ce titre la question de la (dé)connexion des jeunes vis-à-vis des systèmes politiques. Dans « Les jeunes et la politique : vers un nouveau modèle de citoyenneté dans les démocraties avancées », **Anne Muxel** nous ramène en Europe et avance que le triptyque constitué par la défiance, l'abstention et la protestation politique est, dans une plus ou moins grande mesure, commun à toutes les catégories de jeunes (ainsi qu'à de nombreux adultes) dans les sociétés européennes actuelles. Toutefois, elle fait observer qu'il s'agit moins d'une crise de la démocratie qu'un « signe de l'émergence d'un nouveau modèle de citoyenneté ». Mais elle formule cette mise en garde : si l'on veut que les formes émergentes d'engagement politique aient des conséquences positives, les politiques publiques doivent alors nécessairement envisager trois points : mettre davantage l'accent sur la solidarité intergénérationnelle (« la première priorité est celle de la nécessité absolue d'une réflexion d'ensemble portant sur toutes les générations considérées dans leur totalité et non isolément ») ; répondre d'urgence à la double exigence des jeunes, d'intégration et d'autonomie ; définir « un nouveau pacte citoyen [posant] [...] les fondations de l'avenir de nos démocraties européennes ».

Cette thèse complète celle qu'exposent **Metka Kuhar** et **Tanja Oblak Črnič** dans l'article « Les contextes sociaux de la (non-)participation politique chez les jeunes Slovènes ». Les deux auteurs font observer que les jeunes en Slovénie optent de plus en plus pour les « relations vers l'intérieur », se repliant sur le cercle immédiat de la famille et des amis, et se détournant en même temps des formes conventionnelles de participation politique. Toutefois, cela n'implique pas nécessairement un moindre engagement social des jeunes. Les auteurs soulignent l'importance actuelle de l'internet comme « espace dédié aux jeunes », en Slovénie comme ailleurs, et soutiennent qu'il conviendrait que les politiques de jeunesse aux niveaux national et européen prennent davantage en compte la culture quotidienne des jeunes ainsi que la « consommation médiatique d'une génération numérique », qu'elles interagissent avec la jeunesse « dans son propre langage, dans son propre style de communication et conformément à ses propres inclinations ».

Les deux articles suivants éclairent, à partir de perspectives différentes, les questions relatives à la mobilité et à la migration. **Simona Isabella** et **Giuliana Mandich** adoptent une approche novatrice pour l'étude de la mobilité dans « Se relier à l'avenir : le rôle des mobilités spatiales dans les biographies imaginées des jeunes ». Leur article repose sur l'analyse de 250 essais rédigés par des lycéens de Sardaigne, âgés de 18 et 19 ans, à qui il a été demandé de s'imaginer à l'âge de 90 ans et de raconter l'histoire de leur vie. Les auteurs montrent que la mobilité figure en bonne place dans les récits des lycéens, que ce soit sous la forme de « voyage rêvé », de récit de migration (probablement fondé sur une expérience réelle) dont on espère qu'elle réalisera des ambitions professionnelles ou personnelles, ou bien sous une forme influencée par les séries télévisées populaires. Toutefois, elles laissent entendre que, dans ces récits, la mobilité apparaît communément comme une forme d'instrument magique qui aiderait à contourner l'incertitude et qui « d'une façon ou d'une autre, semble remplacer des projets biographiques concrets dans les récits de l'avenir tel qu'imaginé par les jeunes ». Elles soutiennent qu'une « rhétorique de la mobilité » est insuffisante pour donner aux jeunes plus de moyens pour se rendre maîtres de leur destin et qu'un soutien plus pratique se révèle nécessaire, apporté plus particulièrement par les institutions éducatives.

Dans son article « Le décrochage scolaire, l'appartenance à des gangs et la coupure avec la société hôte chez la deuxième génération de migrants – Le cas des jeunes d'origine latino-américaine en Espagne », **Maria Ron Balsera** propose une étude de cas de jeunes d'origine latino-américaine vivant en Espagne. Observant que ces jeunes ont davantage d'éléments communs avec la culture d'accueil que certains autres groupes d'immigrants, et que pourtant ils font face à une xénophobie considérable, à des barrières éducatives et à une situation économique défavorable, elle pose la question suivante : « Qu'est-ce qui gêne leur intégration si ce n'est pas la langue ou la religion ? De nombreuses différences idiomatiques et culturelles sont souvent ignorées par les politiques éducatives et les établissements scolaires, ces derniers concentrant leur soutien sur les élèves migrants n'ayant pas l'espagnol comme première langue. » Cet article souligne un point important : outre les questions de culture et d'appartenance ethnique, il existe des constantes structurelles, patentes et interdépendantes, liées au sexe, à la classe sociale, au marché du travail et à l'âge, qui président aux inégalités telles que les vivent les migrants.

Les thématiques de la participation aux gangs, de la migration et des liens culturels fragmentés relient ce texte à la contribution suivante, « Initiatives pour la jeunesse dans le contexte de l'extrémisme : le cas tchéchène ». Cependant, **Evgeniya Goryushina** envisage ici les jeunes gens restés dans leur région natale et non les enfants de familles immigrées dans un autre pays. Par ses références à une situation postconflictuelle, à des circonstances socio-économiques défavorables et à la défiance envers le monde politique, ce texte supporte également la comparaison avec la contribution d'Abdeslam Badre à cette question. Explorant un sujet pour lequel il n'existe que très peu d'études universitaires, et adoptant par conséquent une approche nécessairement plus descriptive et journalistique que d'autres contributeurs au présent volume, Evgeniya Goryushina associe au contexte des initiatives actuellement prises en faveur de la jeunesse en Tchétchénie une analyse de la marginalisation sociale de jeunes Tchétchènes et la diffusion d'idées extrémistes. Selon elle, la nécessité s'impose d'un dialogue et d'une entente plus approfondis avec les jeunes en République tchéchène, en vue de promouvoir l'établissement de connexions plus étroites entre leurs racines ethniques et culturelles et leur avenir économique et social.

Les trois contributions suivantes abordent elles aussi la question de ces jeunes qui sont d'une manière ou d'une autre vulnérables ou en danger et dont les déconnexions en résultent. Dans « Face à la délinquance juvénile : renouer les liens », **Jonathan Evans** examine la nature des comportements délinquants des jeunes et la pertinence des réponses sociétales et politiques qui leur sont apportées. L'auteur défend la thèse selon laquelle, conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et aux conventions internationales relatives à la justice juvénile, il convient de prendre en charge les jeunes n'ayant pas atteint l'âge de la majorité en dehors du système de justice pénale car c'est une approche cohérente à la fois avec leur état de développement et leur statut social. Pour ceux qui ont dépassé cet âge, il avance qu'« un passage gradué et progressif à la pleine responsabilité pénale aurait ses mérites, en particulier pour les jeunes adultes vulnérables ayant des besoins complexes », tels ceux qui sortent de placement ou souffrent de troubles mentaux.

Dans leur étude « Enfants à risque : l'influence du milieu socio-économique et de l'éclatement familial sur l'investissement scolaire des enfants et le rôle médiateur des liens familiaux », **Nele Havermans, Sarah Botterman et Koen Matthijs** se penchent sur les effets du contexte socio-économique et de l'éclatement de la famille sur l'engagement scolaire des enfants. Ils orientent spécifiquement leur étude sur le rôle médiateur des « connexions familiales », par lesquelles ils désignent l'efficacité et la qualité des contacts noués par les membres de la famille – non seulement par les parents et les enfants, mais aussi par les parents entre eux et par les frères et sœurs. Se fondant sur les résultats d'une enquête portant sur 7 035 élèves de l'enseignement secondaire flamand (âgés de 11 à 21 ans), les auteurs concluent principalement que l'influence du contexte familial sur l'engagement scolaire des enfants peut largement s'expliquer par des déconnexions au niveau de la famille et que, par voie de conséquence, les politiques et les pratiques ayant pour objectif l'inclusion sociale des jeunes devraient prendre en compte la famille. Les auteurs recommandent également que soient entreprises des recherches plus approfondies sur les points de vue adoptés par les parents et les enseignants sur ces questions.

**Katerina Flora** rend compte des résultats préliminaires d'une enquête réalisée dans sept pays européens, consacrée aux troubles de dépendance à l'internet chez les adolescents et les jeunes adultes, à laquelle ont répondu plus de 13 000 jeunes âgés de 14 à 17 ans. Une terminologie variée apparaît dans les études portant sur la pathologie qui fait l'objet de l'enquête et dont les principaux symptômes sont une préoccupation constante pour l'internet, l'abandon d'autres activités agréables ou de relations personnelles directes avec les amis et la famille, des sentiments accrus de dépression, d'irritation et d'angoisse. Si, pour des raisons évidentes, ce phénomène est relativement nouveau, les auteurs font observer qu'il pourrait présenter certaines caractéristiques étiologiques communes avec d'autres addictions. Ici encore, l'auteur aborde d'importantes questions d'ordre politique et pratique, et envisage des réponses possibles tant en ce qui concerne le traitement que la prévention, afin de remédier à la « rupture avec d'autres formes de soutien, d'information, d'orientation et de divertissement ».

**Marko Orel** porte son attention sur quelques-uns des défis pratiques que doivent relever les jeunes qui tentent de s'engager dans la voie de l'activité entrepreneuriale. « Espaces de travail partagés : l'investissement social et économique des jeunes Européens » a pour point de départ le cas concret d'un jeune Slovène ayant imaginé et conçu un produit original et attrayant, mais dont le développement a été entravé par le manque de ressources financières, d'offres d'investissement, d'expertise en matière de marketing et de promotion, jusqu'au jour où il débute une collaboration avec une équipe de jeunes professionnels. Le travail collaboratif n'est pas présenté seulement comme le simple partage d'un espace physique : c'est une philosophie qui encourage la constitution spontanée de réseaux entre des professionnels aux profils et intérêts divers, et qui « met l'accent sur l'importance de ces interactions aux plans psychologique et social ». Faisant entendre une note qui résonne puissamment avec la thématique du présent ouvrage, l'auteur indique que de nombreux jeunes Européens « ont pris conscience du fait qu'ils s'en sortent mieux en groupe ; ils cherchent donc à connaître d'autres

personnes qui pensent comme eux, non seulement dans leur pays, mais aussi au-delà des frontières – à l'échelle transnationale ».

Nous avons débuté cette introduction par une référence à la conférence « Les jeunes à l'horizon 2020 – L'avenir de la politique de jeunesse » et inclus dans ce volume des contributions dues à quelques-uns de ses participants. L'assistance nombreuse et diversifiée, provenant de toutes les régions d'Europe, a été un trait marquant de cette manifestation. L'un des derniers chapitres du présent ouvrage est un entretien avec **Doris Pack**, qui a été eurodéputée durant près d'un quart de siècle. Sans nier les risques et les difficultés qu'affrontent les politiques de jeunesse en Europe – et qui sont pour certains abordés dans cet ouvrage –, Doris Pack nous fait part de sa vision optimiste des (futures) connexions qui relieront les jeunes et l'Europe. En guise de conclusion, nous portons notre attention sur les « connexions et déconnexions » du point de vue de l'actuelle génération de jeunes Européens, à l'occasion d'un entretien avec **Peter Matjašič**, président du Forum européen de la jeunesse.

## **MEMBRES DU CONSEIL DES ÉDITEURS**

Seija Astala, ministère de l'Éducation et de la Culture, Division des politiques de jeunesse, Finlande

Gordon Blakely, British Council, Education and Society, Royaume-Uni

Marie-Luise Dreber, IJAB – Fachstelle für Internationale Jugendarbeit der Bundesrepublik, Allemagne

Alexis Ridde, ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, France

Jan Vanhee, Communauté flamande de Belgique, Agence pour les activités socio-culturelles destinées aux jeunes et aux adultes

## **MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION**

Maurice Devlin, Centre for Youth Research and Development, Department of Applied Social Studies, National University of Ireland, Maynooth, Irlande

Günter J. Friesenhahn, Université des sciences appliquées, faculté d'études sociales, Coblenze, Allemagne

Koen Lambert, JINT, Belgique

Matina Magkou (coordinatrice de l'équipe de rédaction), Grèce

Hanjo Schild, Partenariat pour la jeunesse Union européenne-Conseil de l'Europe, France

Reinhard Schwalbach, IJAB – Fachstelle für Internationale Jugendarbeit der Bundesrepublik, Allemagne

Alex Stutz, Agence nationale pour la jeunesse, Royaume-Uni

Leena Suurpää, Réseau finlandais de recherche sur la jeunesse, Finlande

Tineke Van de Walle, université de Gand, Département des études de la protection sociale, Belgique

Howard Williamson, Centre for Social Policy – School of Humanities and Social Sciences, Faculty of Business and Society, University of Glamorgan, pays de Galles, Royaume-Uni

Antonia Wulff, Bureau d'organisation des syndicats d'élèves européens (OBESSU), Finlande